

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article5551>

« Les réseaux de drogue financent le terrorisme »

- Terrorisme - International -



Date de mise en ligne : lundi 10 septembre 2007

Spyworld Actu

Pendant deux jours, des magistrats algériens, américains et français tenteront de disséquer les failles du mécanisme algérien.

Des magistrats américains sont sur les traces de l'argent « d'Al Qaïda au Maghreb » en Algérie. Hier, Mme Susan Hayden, conseillère auprès du ministère de la Justice américain, a affirmé que les USA suivent de très près ce dossier. C'est aussi l'objet de la visite qu'elle effectue au pays depuis jeudi, en compagnie d'un représentant du Bureau fédéral américain d'investigations (FBI). « Nous sommes très satisfaits de constater l'évolution enregistrée par votre pays dans le domaine de la lutte contre le financement des réseaux terroristes. L'Algérie a mis en place un dispositif juridique de lutte contre le blanchiment d'argent qui a prouvé son efficacité », a-t-elle soutenu lors de la conférence de presse donnée à la résidence des magistrats, en marge du séminaire sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Mais cela n'est pas suffisant. L'embellie financière que connaît l'Algérie, l'amenant à faire des placements de plus en plus importants au niveau des banques étrangères, fait de « votre pays une cible de prédilection pour les réseaux de blanchiment d'argent », d'où, ajoute-t-elle, « l'importance de renforcer la coopération entre les USA et l'Algérie dans ce domaine. »

Pendant deux jours, les magistrats des deux pays, appuyés par des spécialistes français, tenteront de disséquer « les failles du mécanisme algérien. » M.Amar Mohamed, directeur général des affaires juridiques au ministère de la Justice, rappelle que le blanchiment d'argent est un élément des techniques de la criminalité financière. « C'est l'action de dissimuler la provenance d'argent acquis de manière illégale (spéculations illégales, activités mafieuses, trafic de drogue, d'armes, extorsion, corruption) afin de le réinvestir dans des activités légales (par exemple la construction immobilière...). » C'est une étape importante, « car sans le blanchiment, les criminels ne pourraient pas utiliser de façon massive ces revenus illégaux sans être repérés. » Le responsable au ministère de la Justice affirme sans équivoque que les réseaux de trafic de drogue financent le terrorisme en Algérie. « Nous avons enregistré des cas avérés lors des enquêtes que les services concernés ont mené sur le financement de certains réseaux terroristes en Algérie », a-t-il précisé. « Les terroristes utilisent tous les moyens pour atteindre leurs objectifs. Devant l'impossibilité de trouver des ressources financières officielles, ils font appel à des réseaux occultes. »

Ce dernier affirme que l'Algérie est parmi les premiers pays à s'être dotés d'une législation incriminant le financement et le blanchiment de capitaux commis dans le cadre des activités terroristes. Dans ce cadre, l'Algérie s'est engagée à geler sans délai les fonds ou autres biens des terroristes et de ceux qui financent le terrorisme, conformément aux résolutions des Nations unies relatives à la prévention et la répression du financement des actes terroristes. Elle a également pris toutes les mesures possibles en vue de suivre à la trace les personnes poursuivies pour financement de terrorisme : « A l'époque les Américains se sont interrogés sur les raisons ayant poussé l'Algérie à faire le lien entre ces crimes. Aujourd'hui, le monde entier constate que cette relation est étroite. » Quelle est l'ampleur de ce phénomène en Algérie ? L'orateur s'est montré trop prolix, attestant que « notre pays a agi par anticipation. » Dans ce sens, le représentant du ministère de la Justice a déclaré que cent magistrats ont été formés dans le domaine de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Le représentant de l'ambassade des USA atteste dans son intervention que la lutte contre ce phénomène « nécessite une concertation entre les Etats », à travers notamment les échanges d'information. Notons que selon les dernières statistiques, 800 milliards de dollars de revenus illicites sont blanchis dans le monde chaque année.

Post-scriptum :

<http://www.lexpressiondz.com/articl...>